



VALNEVA

Société Européenne à directoire et conseil de surveillance

Capital social: 11 383 243,14 €

Siège social: World Trade Center Lyon, Tour Oxygène,

10-12 Boulevard Marius Vivier Merle, 69003 Lyon

R.C.S. Lyon 422 497 560

RAPPORT DU DIRECTOIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 30 JUIN 2016

Le présent Rapport, daté du 2 juin 2016, annule et remplace la version datée du 12 mai 2016.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte, conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société, à l'effet de délibérer sur les projets de résolutions mentionnés ci-dessous.

Les rapports suivants ont été tenus à votre disposition conformément aux dispositions légales et réglementaires :

- + Rapport du directoire à l'Assemblée Générale Mixte ;
- + Rapport de gestion du directoire sur la marche de la Société, sur les comptes sociaux et consolidés clos au 31 décembre 2015, auquel est annexé le tableau des cinq derniers exercices et le tableau des délégations en matière d'augmentation de capital conformément à l'article L. 225-100, alinéa 7 du Code de commerce ;
- + Rapport spécial du directoire sur les opérations réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 en vertu des dispositions des articles L. 225-177 à L. 225-186-1 du Code de commerce ;
- + Rapport spécial du directoire sur les opérations réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 en vertu des dispositions des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-4 du Code de commerce ;
- + Rapport du conseil de surveillance sur les comptes clos au 31 décembre 2015 ;
- + Rapport du Président du conseil de surveillance sur les conditions d'organisation et de préparation des travaux du conseil de surveillance et sur les procédures de contrôle interne mises en place par la Société ;
- + Rapports complémentaires du directoire sur l'usage des délégations en matière d'augmentation de capital, en application de l'article L. 225-129-5 du Code de commerce ;
- + Rapport de Messieurs les Co-Commissaires aux Comptes sur l'exécution de leur mission et sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- + Rapport de Messieurs les Co-Commissaires aux Comptes sur l'exécution de leur mission et sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- + Rapport de Messieurs les Co-Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-86 et L. 225-90 du Code de commerce ;



- + Rapport de Messieurs les Co-Commissaires aux Comptes sur le Rapport du Président du conseil de surveillance sur les conditions d'organisation et de préparation des travaux du conseil de surveillance et sur les procédures de contrôle interne mises en place par la Société ;
- + Rapport de Messieurs les Co-Commissaires aux Comptes sur la réduction de capital ;
- + Rapport complémentaire des Commissaires aux Comptes sur l'émission de bons de souscription d'actions « BSA 27 » avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
- + Rapport de Messieurs les Co-Commissaires aux Comptes sur l'augmentation de capital social par émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription ;
- + Rapport de Messieurs les Co-Commissaires aux Comptes sur l'augmentation de capital par émission d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription et sur les avantages particuliers résultant de l'émission des actions de préférence convertibles en actions ordinaires ;
- + Rapport de Messieurs les Co-Commissaires aux Comptes sur l'autorisation d'attribution d'actions de préférence gratuites à émettre ;
- + Rapport de Messieurs les Co-Commissaires aux Comptes sur l'autorisation d'attribution d'options de souscription d'actions ;
- + Rapport de Messieurs les Co-Commissaires aux Comptes sur l'augmentation de capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise.

Après lecture des rapports susvisés, les résolutions suivantes seront soumises à votre approbation :

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

- + Approbation des comptes sociaux clos au 31 décembre 2015 (Résolution n°1) ;
- + Approbation des comptes consolidés clos au 31 décembre 2015 (Résolution n°2) ;
- + Quitus aux membres du directoire et du conseil de surveillance (Résolution n°3) ;
- + Affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2015 (Résolution n°4) ;
- + Conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce (Résolution n°5) ;
- + Approbation de la convention et des engagements réglementés pris au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 au bénéfice de Monsieur Franck GRIMAUD (Résolution n°6) ;
- + Approbation des engagements réglementés pris au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 au bénéfice de Monsieur Thomas LINGELBACH (Résolution n°7) ;
- + Approbation des engagements réglementés pris au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 au bénéfice de Monsieur Reinhard KANDERA (Résolution n°8) ;
- + Renouvellement du mandat d'un membre du conseil de surveillance (Monsieur Frédéric GRIMAUD) (Résolution n°9) ;
- + Renouvellement du mandat d'un membre du conseil de surveillance (Monsieur James SULAT) (Résolution n°10) ;
- + Renouvellement du mandat d'un membre du conseil de surveillance (Madame Anne-Marie SALAUN) (Résolution n°11) ;



- + Renouvellement du mandat d'un membre du conseil de surveillance (Monsieur Alexander VON GABAIN) (Résolution n°12) ;
- + Renouvellement du mandat d'un membre du conseil de surveillance (Monsieur Alain MUNOZ) (Résolution n°13) ;
- + Nomination d'un nouveau membre du conseil de surveillance (Madame Lisa SHAW-MAROTTO) (Résolution n°14) ;
- + Nomination d'un nouveau membre du conseil de surveillance (Monsieur Ralf CLEMENS) (Résolution n°15) ;
- + Nomination d'un nouveau membre du conseil de surveillance (Bpifrance Participations) (Résolution n°16) ;
- + Fixation du montant des jetons de présence alloués aux membres du conseil de surveillance (Résolution n°17) ;
- + Ratification du transfert de siège social (Résolution n°18) ;
- + Autorisation et pouvoirs à conférer au directoire en vue de l'achat par la Société de ses propres actions (Résolution n°19) ;

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

- + Autorisation à conférer au directoire en vue d'annuler les actions autodétenues par la Société (Résolution n°20) ;
- + Délégation de compétence consentie au directoire en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription (Résolution n°21) ;
- + Délégation de compétence consentie au directoire en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital par offre au public avec suppression du droit préférentiel de souscription mais avec un délai de priorité facultatif (Résolution n°22) ;
- + Délégation de compétence consentie au directoire en vue d'augmenter le capital social par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes (Résolution n°23) ;
- + Délégation de compétence consentie au directoire à l'effet de procéder à une augmentation de capital par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre d'un placement privé (Résolution n°24) ;
- + Délégation de compétence consentie au directoire à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour fixer le prix d'émission selon les modalités déterminées par l'Assemblée Générale dans la limite de 10% du capital par an (Résolution n°25) ;
- + Délégation de compétence consentie au directoire à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription en rémunération d'apports en nature portant sur des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital (Résolution n°26) ;
- + Plafond maximum global des augmentations de capital (Résolution n°27) ;



- + Délégation de compétence consentie au directoire en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel au profit d'une catégorie déterminée de personnes (Résolution n°28) ;
- + Suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes (Résolution n°29) ;
- + Autorisation au directoire d'attribuer gratuitement des actions de préférence de la Société au profit de salariés et/ou de mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription (Résolution n°30) ;
- + Autorisation au directoire aux fins de décider d'une ou plusieurs attribution d'options de souscription d'actions au bénéfice des membres du personnel et/ou des mandataires sociaux de la Société et des sociétés liées, emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions à émettre en raison de l'exercice des options de souscription (Résolution n°31) ;
- + Emission de bons de souscription d'actions (Résolution n°32) ;
- + Suppression du droit préférentiel de souscription au profit de certaines catégories de personnes (Résolution n°33) ;
- + Délégation de compétence à donner au directoire pour décider une augmentation de capital réservée aux salariés (Résolution n°34) ;
- + Pouvoirs pour formalités (résolution n°35).

Notre Rapport, ceux des Commissaires aux Comptes, les informations requises sur les membres du conseil de surveillance dont la nomination est proposée, les comptes sociaux et les comptes consolidés ont été mis à votre disposition dans les conditions et délais prévus par les statuts de la Société et les dispositions légales applicables.

Approbation des comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 décembre 2015

Les comptes sociaux arrêtés à la date du 31 décembre 2015, que nous soumettons à votre approbation, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur en France.

Le directoire vous présente ces comptes sociaux pour approbation.

Les comptes sociaux font ressortir une perte de dix-sept millions six cent dix-neuf mille cent quarante-cinq euros et quatorze centimes (17 619 145,14 €) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, par rapport à une perte de quatorze millions huit cent quatre-vingt-trois mille quatre cent quatre-vingt-deux euros et trente-huit centimes (14 883 482,38 €) au titre de l'exercice précédent.

Pour plus de détails sur les comptes sociaux, nous vous renvoyons au Rapport de gestion du directoire et aux observations du conseil de surveillance sur ce Rapport de gestion, qui ont été mis à votre disposition conformément à la réglementation en vigueur.

La Société n'a pas engagé au cours de l'exercice écoulé des dépenses non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 et 39-5 (alinéa 10) du Code général des impôts, à l'exception de loyers excédentaires sur véhicules de tourisme non déductibles fiscalement pour un montant de sept mille quatre cent trente euros (7 430 €).

Approbation des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2015

Les comptes consolidés arrêtés à la date du 31 décembre 2015, que nous soumettons à votre approbation, ont été établis conformément aux normes IFRS.



Le directoire vous présente ces comptes consolidés pour approbation.

Les comptes consolidés font ressortir une perte de vingt millions six cent seize mille six cent soixante-six euros et cinquante-et-un centimes (20 616 666,51 €) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, par rapport à une perte de vingt-six millions deux cent soixante-et-onze mille six cent quarante-neuf euros et soixante-sept centimes (26 271 649,67 €) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Pour plus de détails sur ces comptes consolidés, nous vous renvoyons au Rapport de gestion du directoire et aux observations du conseil de surveillance sur ce Rapport de gestion, qui ont été mis à votre disposition conformément à la législation en vigueur.

Proposition d'affectation du résultat

Le résultat de l'exercice 2015 fait apparaître, au vu des comptes sociaux, une perte de 17 619 145,14 euros, que nous vous proposons d'affecter au compte « report à nouveau ». Après affectation de ce résultat, le compte « report à nouveau » sera porté à - 76 335 037,07 euros.

Nous vous rappelons en outre, et ce, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, qu'aucun dividende n'a été distribué au cours des trois exercices précédents.

Approbation des conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-86 et suivants et L.225-90 du Code de commerce ainsi que du Rapport spécial des Commissaires aux Comptes correspondant

Nous vous demandons d'approuver le Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés de la Société, et par voie de conséquence, l'ensemble des conventions nouvelles, conclues au cours de l'exercice 2015, qui y sont mentionnées.

Nous vous demandons également d'approuver les conventions et engagements réglementés pris au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 au bénéfice de :

- Monsieur Franck GRIMAUD, à savoir : (i) la convention nouvelle conclue entre la Société et Monsieur Franck GRIMAUD afin de prévoir la rémunération et les avantages sociaux à percevoir par ce dernier en qualité de membre du directoire et Directeur Général, ainsi que (ii) les engagements de versement d'une indemnité de non-concurrence et de rémunération en cas d'incapacité de travail ou de cessation des fonctions pris par la Société,
- Monsieur Thomas LINGELBACH, à savoir les engagements de versement d'une indemnité de non-concurrence et de rémunération en cas d'incapacité de travail ou de cessation des fonctions pris par la société Valneva Austria GmbH, filiale de la Société,
- Monsieur Reinhard KANDERA, à savoir les engagements de versement d'une indemnité de non-concurrence et de rémunération en cas d'incapacité de travail ou de cessation des fonctions pris par la société Valneva Austria GmbH, filiale de la Société,

tels qu'autorisés par le conseil de surveillance de la Société lors de sa séance du 25 juin 2015.

Nomination et renouvellement des membres du conseil de surveillance

Nous vous demandons de renouveler l'ensemble des membres actuels du conseil de surveillance, à l'exception de Messieurs Hans WIGZELL et Michel GRECO qui seront remplacés par Madame Lisa SHAW-MAROTTO et Monsieur Ralf CLEMENS.

Nous vous proposons également de nommer Bpifrance Participations comme membre supplémentaire au conseil de surveillance, portant ainsi le nombre total de membres au conseil de surveillance de sept à huit membres.



Fixation du montant des jetons de présence alloués aux membres du conseil de surveillance

Nous vous demanderons de bien vouloir fixer le montant global annuel des jetons de présence alloués au conseil de surveillance, à compter du 1^{er} juin 2016, à deux cent quatre-vingt mille euros (280 000 €).

Ratification du transfert de siège social

Nous vous demandons de ratifier expressément la décision prise par le conseil de surveillance dans sa séance du 12 mai 2016 de transférer le siège social de la Société du 70 rue Saint Jean de Dieu, 69007 Lyon, au World Trade Center Lyon, Tour Oxygène, 10-12 Boulevard Marius Vivier Merle, 69003 Lyon, à compter du 13 mai 2016.

Achat par la Société de ses propres actions et annulation des actions autodétenues par la Société - Autorisation et pouvoirs à conférer au directoire à cet effet

Nous vous proposons de consentir une nouvelle autorisation au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, afin d'opérer sur les actions de la Société, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce et des articles 241-1 et suivants du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Achat par la Société de ses propres actions

Les acquisitions d'actions propres seraient effectuées en vue de toute affectation permise par la loi ou qui viendrait à être permise par la loi, et notamment en vue :

- + de l'animation du cours dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI et conclu avec un prestataire de service d'investissement agissant de manière indépendante ;
- + de la conservation des titres acquis et leur remise ultérieure en paiement ou à l'échange dans le cadre d'opérations financières ou de croissance externe, conformément à la réglementation applicable ;
- + de mettre en place et d'honorer des obligations, et notamment de remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société, ainsi que réaliser toutes opérations de couverture à raison des obligations de la Société liées à ces valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le directoire ou la personne agissant sur la délégation du directoire appréciera ;
- + de l'annulation des titres acquis, sous réserve de l'adoption, par l'Assemblée Générale Extraordinaire, de la vingtième résolution soumise à votre approbation, autorisant le directoire à réduire le capital social par annulation des actions autodétenues ;
- + de la couverture de plans d'options d'achat d'actions réservés aux salariés, ou autres allocations d'actions dans les conditions prévues aux articles L. 3332-1 et suivants et R. 3332-4 du Code du travail, ou allocation à des salariés et/ou des mandataires sociaux de la Société ou des sociétés visées à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce des actions de la Société, ou allocation d'actions dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion.

L'autorisation faisant l'objet de la dix-neuvième résolution soumise à votre approbation serait accordée dans les conditions suivantes :

- + le nombre d'actions achetées par la Société en vertu de cette autorisation ne pourrait représenter plus de cinq pour cent (5 %) du capital social, tel qu'il serait ajusté en fonction



d'opérations pouvant l'affecter postérieurement à la décision de la présente Assemblée Générale et sous déduction des actions autodétenues. La Société pourrait acquérir ses propres actions à un prix au plus égal à dix euros (10 €) par action ;

- + lorsque les actions seraient rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, le nombre d'actions à prendre en compte pour le calcul de la limite de cinq pour cent (5 %) correspondrait au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation. Par ailleurs, le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, ne pourrait excéder cinq pour cent (5 %) du capital social tel qu'il serait ajusté en fonction d'opérations pouvant l'affecter postérieurement à la décision de la présente Assemblée Générale ;
- + la Société pourrait vendre, céder ou transférer par tous moyens tout ou partie des actions ainsi acquises, ou encore annuler lesdites actions par voie de réduction du capital social, sous réserve de l'adoption de la vingtième résolution soumise à votre approbation, et ce, dans la limite de cinq pour cent (5%) du capital de la Société par période de vingt-quatre (24) mois ; et
- + cette autorisation serait consentie pour une durée de dix-huit (18) mois, commençant à courir à compter de la présente Assemblée Générale des actionnaires.

L'achat de ces actions, ainsi que leur vente ou transfert, pourraient être réalisés, en une ou plusieurs fois, à tout moment, y compris en période d'offre publique, et par tous moyens, en particulier par intervention sur le marché ou hors marché, y compris par des transactions de blocs, à l'exception de l'utilisation de produits dérivés. La part maximale du programme de rachat pouvant être effectuée par voie d'acquisition ou de cession de blocs de titres pourrait atteindre la totalité du programme de rachat d'actions autorisé.

Le montant maximal des fonds destinés à la réalisation de ce programme serait fixé à quinze millions d'euros (15 000 000 €).

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, de division ou regroupement des titres, les prix indiqués ci-dessus seraient ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

Nous vous précisons que toutes les informations prévues par les dispositions légales et réglementaires, ainsi que par les articles 241-1 et suivants du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, seront contenues dans le descriptif du programme de rachat d'actions qui vous sera établi et publié préalablement à la réalisation de ce nouveau programme en application de l'article L. 241-2 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Si vous acceptez cette proposition, nous vous demandons de conférer tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour passer tous ordres, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et, généralement, faire le nécessaire.

Annulation des actions autodétenues par la Société

En vue de permettre au directoire d'annuler les actions achetées par la Société dans le cadre de la mise en œuvre du programme de rachat, nous vous demandons de l'autoriser, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à réduire le capital social par annulation des actions autodétenues par la Société, à constater la réalisation de la ou des réduction(s) de capital, à modifier en conséquence les statuts, et à accomplir toutes formalités nécessaires.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-209, alinéa 7 du Code de commerce, les actions autodétenues par la Société pourraient ainsi être annulées dans la limite de dix pour cent (10%) du capital de la Société (tel qu'il serait ajusté en fonction d'opérations pouvant l'affecter postérieurement à la décision de la présente Assemblée Générale), et ceci par période de vingt-quatre (24) mois.

Dans l'hypothèse où la dix-neuvième résolution soumise à votre approbation et relative à l'autorisation et aux pouvoirs à conférer au directoire en vue de l'achat par la Société de ses propres actions serait adoptée, celle-ci priverait d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet. De même, dans l'hypothèse où la vingtième résolution soumise à votre approbation et relative à l'autorisation à conférer au directoire en vue d'annuler les actions auto détenues par la Société serait adoptée, celle-ci priverait d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription – Délégation de compétence au directoire à cet effet

Nous vous proposons :

- + de déléguer au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour une durée maximum de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital immédiates et/ou à terme par l'émission :
 - o d'actions ordinaires de la Société, et/ou
 - o de valeurs mobilières qui sont des titres de capital de la Société donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société existants ou à émettre, et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société, et/ou
 - o de toutes valeurs mobilières, composées ou non, donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre par la Société, ces valeurs mobilières pouvant le cas échéant également donner accès à des titres de capital existant et/ou donner lieu à l'attribution de titres de créances,étant précisé que la souscription de ces actions et valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;
- + de décider que sont expressément exclues de la délégation à octroyer les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence;
- + de décider que le montant nominal global des augmentations de capital qui pourront être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu des pouvoirs délégués par la présente Assemblée Générale dans la vingt-et-unième résolution ne pourra, en tout état de cause, excéder un plafond global de quatre millions cinq cent mille euros (4 500 000 €) ou sa contre-valeur en monnaies étrangères, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions ou valeurs mobilières à émettre au titre des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives ou réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- + de décider que les actionnaires pourront exercer, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible aux actions ordinaires et valeurs mobilières émises en vertu de la vingt-et-unième résolution présentement soumise à votre approbation ; en outre, le directoire pourra instituer au profit



des actionnaires un droit de souscription à titre réductible qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes ;

- + de décider que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le directoire pourra à son choix, et dans l'ordre qu'il déterminera, utiliser l'une ou plusieurs des facultés suivantes : (i) répartir librement entre les personnes de son choix tout ou partie des titres non souscrits, (ii) offrir lesdits titres au public, et/ou (iii) limiter l'émission au montant des souscriptions reçues à condition que ledit montant atteigne les trois quarts au moins de l'émission décidée ;
- + de décider que les valeurs mobilières susceptibles d'être ainsi émises pourront consister notamment en des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance ou représentatives d'un droit de créance régies ou non par les articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, ou en des bons, ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Ces valeurs mobilières représentatives de créance pourront être à durée indéterminée, ou non, subordonnés, ou non, être émis en France ou à l'étranger, soit en euros, soit en devises étrangères à l'euro, soit en toutes autres unités monétaires établies par référence à plusieurs devises. Le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances susceptibles d'être ainsi émises et en vertu des vingt-deuxième, vingt-quatrième, vingt-cinquième, et vingt-sixième résolutions ne pourra excéder cent vingt-cinq millions d'euros (125 000 000 €) ou leur contre-valeur à la date de la décision d'émission, mais sera indépendant du montant de tous titres de créances visés aux articles L. 228-38, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce, dont l'émission peut être autorisée ou décidée par ailleurs conformément aux articles L. 228-36-A et L. 228-40 du Code de commerce et aux dispositions des statuts de la Société. Ils pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe ou variable, avec ou sans capitalisation, et faire l'objet d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement, de quelque manière que ce soit, les titres pouvant en outre faire l'objet d'achats en bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la Société ;
- + de déléguer tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour arrêter les prix et conditions des émissions, fixer les montants à émettre, déterminer les modalités d'émission et la forme des valeurs mobilières à créer, fixer la date de jouissance, même rétroactive, des titres à émettre, procéder à tous ajustements requis en application des dispositions légales et réglementaires pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, procéder à la cotation de valeurs mobilières à émettre, et généralement permettre toutes mesures, conclure tous accords et effectuer toutes formalités pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, constater les augmentations de capital qui en résultent et modifier corrélativement les statuts ;
- + de donner pouvoir au directoire (avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi), à sa seule initiative, d'imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes d'émission et de prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au 1/10^{ème} du nouveau capital après chaque émission ;
- + de prendre acte que la délégation de compétence prévue par la vingtième-et-unième résolution présentement soumise à votre approbation, emporte de plein droit, au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, susceptibles d'être émises en vertu de ladite délégation, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit.



Augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital par offre au public avec suppression du droit préférentiel de souscription mais avec un délai de priorité facultatif – Délégation de compétence au directoire à cet effet

Nous vous proposons :

- + de décider, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, de déléguer au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour une durée maximum de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale, sa compétence pour décider une ou plusieurs augmentations de capital, immédiates ou à terme, par l'émission :
 - o d'actions ordinaires de la Société, et/ou
 - o de valeurs mobilières qui sont des titres de capital de la Société donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société existants ou à émettre, et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société, et/ou
 - o de toutes valeurs mobilières, composées ou non, donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre par la Société, ces valeurs mobilières pouvant le cas échéant également donner accès à des titres de capital existant et/ou donner lieu à l'attribution de titres de créances,étant précisé que la souscription de ces actions et valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces soit par compensation de créances ;
- + de décider que sont expressément exclues de la délégation à octroyer les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;
- + de décider que le montant nominal maximum global des augmentations de capital qui pourront être réalisées, immédiatement ou à terme, ne pourra, en tout état de cause, excéder un plafond global hors prime d'émission de quatre millions cinq cent mille euros (4 500 000 €), ou sa contre-valeur en monnaies étrangères, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions ou valeurs mobilières à émettre au titre des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- + de décider que la Société pourra réaliser les augmentations de capital par offre au public et de prendre acte que les offres au public qui seraient décidées en vertu de la vingt-deuxième résolution, pourront le cas échéant être associées, dans le cadre d'une même émission ou de plusieurs émissions réalisées simultanément, à des offres par placement privé visées à l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier, décidées en application de la vingt-quatrième résolution ;
- + de décider que le directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre s'il le décide, la délégation de compétence prévue par la vingt-deuxième résolution soumise à votre approbation, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, et procéder à la modification corrélative des statuts ;
- + de décider de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et aux titres donnant accès au capital de la Société faisant l'objet de la vingt-deuxième résolution



présentement soumise à votre approbation, en laissant toutefois au directoire, en application de l'article L. 225-135, alinéa 5 du Code de commerce, la faculté de conférer aux actionnaires, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables, et pour tout ou partie d'une émission effectuée, un délai de priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire ;

- + de décider que les valeurs mobilières susceptibles d'être ainsi émises pourront consister notamment en des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance ou représentatives d'un droit de créance régies ou non par les articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, ou en des bons, ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Ces valeurs mobilières représentatives de créance pourront être à durée indéterminée, ou non, subordonnés, ou non, être émis en France ou à l'étranger, soit en euros, soit en devises étrangères à l'euro, soit en toutes autres unités monétaires établies par référence à plusieurs devises. Le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ainsi émis ne pourra excéder en valeur nominale cent vingt-cinq millions d'euros (125 000 000 €) ou leur contre-valeur à la date de la décision d'émission, mais sera indépendant du montant de tous titres de créances visés aux articles L. 228-38, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce, dont l'émission peut être autorisée ou décidée par ailleurs conformément aux articles L. 228-36-A et L. 228-40 du Code de commerce et aux dispositions des statuts de la Société. Ils pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe ou variable, avec ou sans capitalisation, et faire l'objet d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement, de quelque manière que ce soit, les titres pouvant en outre faire l'objet d'achats en bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la Société ;
- + de décider que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société, susceptibles d'être émises en vertu de la vingt-deuxième résolution soumise à votre approbation, s'imputera sur le montant du plafond nominal global d'émissions de valeurs mobilières représentatives de créance fixé à la vingt-et-unième résolution soumise à la présente Assemblée Générale ;
- + de décider que le prix d'émission des actions nouvelles susceptibles d'être émises en vertu de la délégation soumise à votre approbation sera déterminé par le directoire, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi :
 - i. le prix d'émission des actions ordinaires sera au moins égal au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la délégation, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance (soit actuellement à la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse sur NYSE Euronext Paris précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital, éventuellement diminuée d'une décote maximale de cinq pour cent (5%) et ce, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce et à l'article R. 225-119 du Code de commerce) ; et
 - ii. le prix d'émission des valeurs mobilières sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa "(i)" ci-dessus, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance.



- + de donner pouvoir au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à sa seule initiative, pour mettre en œuvre la délégation prévue par la vingt-deuxième résolution présentement soumise à votre approbation, et notamment :
 - imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes d'émission et de prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au 1/10^{ème} du nouveau capital après chaque augmentation ;
 - fixer la nature des valeurs mobilières à créer, leurs caractéristiques, leur prix et les modalités de leur émission ;
 - fixer le mode de libération, y compris par compensation de créance, des valeurs mobilières à émettre et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ;
 - procéder à toutes imputations sur les primes d'émission ou d'apport ;
 - procéder à toutes attributions de titres, par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ;
 - déterminer les modalités d'ajustement des conditions d'accès à terme au capital des valeurs mobilières (y compris des bons) ainsi émises, et suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières et bons pendant un délai maximum de trois (3) mois ;
 - signer tout contrat de garantie ;
 - prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé, des droits, titres de capital, valeurs mobilières et bons créés ;
 - fixer les conditions d'attribution gratuite et d'exercice de bons de souscription autonomes, et déterminer les modalités d'achat en bourse ou d'offre d'achat ou d'échange de valeurs mobilières ou de bons de souscription ou d'attribution de titres de capital, comme de remboursement de ces valeurs mobilières ou bons ;
 - constater la ou les augmentation(s) de capital qui en résulte(nt) ;
 - apporter aux statuts toutes modifications en ce qui concerne le montant du capital social et le nombre des actions le composant ;
 - et, d'une façon générale, décider et effectuer toutes formalités, fixer toutes les conditions utiles pour aboutir à la réalisation et à la bonne fin des émissions susceptibles d'être réalisées en vertu de la vingt-deuxième résolution présentement soumise à votre approbation.
- + de prendre acte que la délégation de compétence prévue par la vingt-deuxième résolution soumise à votre approbation, emporte de plein droit, au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, susceptibles d'être émises en vertu de ladite délégation, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit.

Dans l'hypothèse où le directoire viendrait à mettre en œuvre la délégation de compétence prévue par la vingt-deuxième résolution présentement soumise à votre approbation, un rapport spécial des Commissaires aux Comptes serait établi, conformément à l'article L. 225-135 du Code de commerce et aux dispositions réglementaires.

Augmentation du capital social par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes - Délégation de compétence au directoire à cet effet

Nous vous proposons de déléguer au directoire, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, pour une durée maximum de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital, par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres, dont la capitalisation serait admise sous forme d'attribution gratuite d'actions nouvelles à émettre ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, ou de la combinaison de ces deux modalités.

Le montant nominal maximum global des augmentations de capital qui pourraient être réalisées, immédiatement ou à terme, en application de la vingt-troisième résolution soumise à votre approbation, ne pourrait, en tout état de cause, excéder un plafond global de quatre millions cinq cent mille euros (4 500 000 €).

Les droits formant rompus ne seraient pas négociables et les actions correspondantes seraient vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation, soit au plus tard trente (30) jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier d'actions attribuées.

Le directoire aurait tous pouvoirs pour mettre en œuvre s'il le décide, la délégation de compétence prévue par la vingt-troisième résolution soumise à votre approbation, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il apprécierait, et procéder à la modification corrélative des statuts.

Augmentation du capital par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre d'un placement privé - Délégation de compétence au directoire à cet effet

Nous vous proposons :

- + de décider, conformément aux dispositions du Code de commerce et, notamment, ses articles L.225-135 et L.225-136, de déléguer au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour une durée maximum de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale, sa compétence pour décider une ou plusieurs augmentations de capital, immédiates ou à terme, par l'émission :
 - o d'actions ordinaires de la Société, et/ou
 - o de valeurs mobilières qui sont des titres de capital de la Société donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société existants ou à émettre, et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société, et/ou
 - o de toutes valeurs mobilières, composées ou non, donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre par la Société, ces valeurs mobilières pouvant le cas échéant également donner accès à des titres de capital existant et/ou donner lieu à l'attribution de titres de créances,

par placement privé visé à l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier, étant précisé que la souscription de ces actions et valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;

- + de décider que le montant total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme ne pourra excéder le maximum prévu par la réglementation applicable, soit vingt pour cent (20%) du capital social par an, étant précisé qu'à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement,



conformément à la loi et aux stipulations contractuelles, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ;

- + de décider que le directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre s'il le décide, la délégation de compétence prévue par la vingt-quatrième résolution soumise à votre approbation, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, et procéder à la modification corrélative des statuts ;
- + de décider de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et aux titres donnant accès au capital de la Société faisant l'objet de la vingt-quatrième résolution présentement soumise à votre approbation ;
- + de décider que les valeurs mobilières susceptibles d'être ainsi émises pourront consister notamment en des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance ou représentatives d'un droit de créance régies ou non par les articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, ou en des bons, ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Ces valeurs mobilières représentatives de créance pourront être à durée indéterminée, ou non, subordonnées, ou non, être émises en France ou à l'étranger, soit en euros, soit en devises étrangères à l'euro, soit en toutes autres unités monétaires établies par référence à plusieurs devises. Le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ainsi émises ne pourra excéder en valeur nominale cent vingt-cinq millions d'euros (125 000 000 €) ou leur contre-valeur à la date de la décision d'émission, mais sera indépendant du montant de tous titres de créances visés aux articles L. 228-38, L. 228-92 alinéa 3, L. 228-93 alinéa 6 et L. 228-94 alinéa 3 du Code de commerce, dont l'émission peut être autorisée ou décidée par ailleurs conformément aux articles L. 228-36-A et L. 228-40 du Code de commerce et aux dispositions des statuts de la Société. Ils pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe ou variable, avec ou sans capitalisation, et faire l'objet d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement, de quelque manière que ce soit, les titres pouvant en outre faire l'objet d'achats en bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la Société ;
- + de décider que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société, susceptibles d'être émises en vertu de la vingt-quatrième résolution soumise à votre approbation, s'imputera sur le montant du plafond nominal global d'émissions de valeurs mobilières représentatives de créance fixé à la vingt-et-unième résolution soumise à la présente Assemblée Générale ;
- + de décider que le prix d'émission des actions nouvelles susceptibles d'être émises en vertu de la délégation prévue par la vingt-quatrième résolution soumise à votre approbation, en application des articles L. 225-136, 1° et R. 225-119 du Code de commerce, sera fixé par le directoire dans les conditions suivantes :
 - le prix d'émission des actions directement émises sera au moins égal au minimum prévu par les dispositions légales et réglementaires applicables au jour de l'émission (soit à ce jour, la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse sur le marché de NYSE Euronext à Paris précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation éventuellement diminuée d'une décote maximale de cinq pour cent (5%)) ;
 - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit pour chaque action



ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix de souscription minimum tel que défini à l'alinéa précédent.

- + de donner pouvoir au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à sa seule initiative, pour mettre en œuvre la délégation prévue par la vingt-quatrième résolution présentement soumise à votre approbation, et notamment :
 - imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes d'émission et de prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au 1/10^{ème} du nouveau capital après chaque augmentation ;
 - fixer la nature des valeurs mobilières à créer, leurs caractéristiques, leur prix et les modalités de leur émission ;
 - fixer le mode de libération, y compris par compensation de créance, des valeurs mobilières à émettre et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ;
 - procéder à toutes imputations sur les primes d'émission ou d'apport ;
 - procéder à toutes attributions de titres, par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ;
 - déterminer les modalités d'ajustement des conditions d'accès à terme au capital des valeurs mobilières (y compris des bons) ainsi émises, et suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières et bons pendant un délai maximum de trois (3) mois ;
 - signer tout contrat de garantie ;
 - prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé, des droits, titres de capital, valeurs mobilières et bons créés ;
 - fixer les conditions d'attribution gratuite et d'exercice de bons de souscription autonomes, et déterminer les modalités d'achat en bourse ou d'offre d'achat ou d'échange de valeurs mobilières ou de bons de souscription ou d'attribution de titres de capital, comme de remboursement de ces valeurs mobilières ou bons ;
 - apporter aux statuts toutes modifications en ce qui concerne le montant du capital social et le nombre des actions le composant ;
 - et, d'une façon générale, décider et effectuer toutes formalités, fixer toutes les conditions utiles pour aboutir à la réalisation et à la bonne fin des émissions susceptibles d'être réalisées en vertu de la vingt-quatrième résolution présentement soumise à votre approbation.
- + de prendre acte que la délégation de compétence prévue par la vingt-quatrième résolution soumise à votre approbation, emporte de plein droit, au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, susceptibles d'être émises en vertu de ladite délégation, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit.

Dans l'hypothèse où le directoire viendrait à mettre en œuvre la délégation de compétence prévue par la vingt-quatrième résolution présentement soumise à votre approbation, un rapport spécial des Commissaire aux Comptes serait établi, conformément à l'article L. 225-135 du Code de commerce et aux dispositions réglementaires.

Augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour fixer le prix d'émission selon les modalités déterminées par l'assemblée générale dans la limite de 10% du capital par an - Délégation de compétence au directoire à cet effet

Nous vous proposons, conformément aux dispositions de l'article L. 225-136, 1°, alinéa 2 du Code de commerce :

- + d'autoriser le directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à fixer le prix d'une augmentation du capital social décidée dans le cadre des vingt-deuxième et/ou vingt-quatrième résolutions soumises à votre approbation, par l'émission :
 - o d'actions ordinaires de la Société, et/ou
 - o de valeurs mobilières qui sont des titres de capital de la Société donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société existants ou à émettre, et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société, et/ou
 - o de toutes valeurs mobilières, composées ou non, donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre par la Société, ces valeurs mobilières pouvant le cas échéant également donner accès à des titres de capital existant et/ou donner lieu à l'attribution de titres de créances,

avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre(s) au public et/ou, selon le cas, par voie d'offre(s) visée(s) au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, en dérogeant aux conditions de prix prévues par les vingt-deuxième et/ou vingt-quatrième résolutions précitées dans les conditions suivantes : le prix d'émission ne pourra être inférieur à la moyenne pondérée du cours de l'action sur le marché de NYSE Euronext à Paris sur une période comprenant entre trois (3) et quatre-vingt-dix (90) séances consécutives précédant la fixation du prix de l'émission, éventuellement diminué, au choix du directoire, d'une décote maximum de vingt pour cent (20%) ;

- + de décider que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de l'autorisation prévue par la vingt-cinquième résolution présentement soumise à votre approbation, ne pourra excéder dix pour cent (10%) du capital social de la Société (cette limite étant appréciée à la date de la présente Assemblée Générale, étant précisé qu'à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustements, les droits des titulaires des valeurs mobilières donnant accès à une quotité du capital de la Société), dans la limite du plafond d'augmentation de capital prévu par la vingt-deuxième résolution, ou selon le cas, de la vingt-quatrième résolution, et du plafond global d'augmentation de capital prévu à la vingt-septième résolution sur lequel il s'impute ;
- + de décider, dans les conditions prévues par la vingt-deuxième résolution, ou selon le cas, de la vingt-quatrième résolution, que le directoire aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre cette délégation ;
- + de décider que l'autorisation prévue par la vingt-cinquième résolution présentement soumise à votre approbation est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale ; et
- + de prendre acte, du fait que, dans l'hypothèse où le directoire viendrait à utiliser les délégations de compétence susvisées, le directoire rendra compte à l'Assemblée Générale



Ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation faite de l'autorisation conférée par la résolution concernée.

La décote maximale de vingt pour cent (20%) proposée a pour but de permettre au directoire de s'adapter aux conditions du marché et s'inscrit dans la logique d'opérations similaires. La période de référence maximale proposée permet de lisser les évolutions du cours de l'action, si c'est nécessaire et pertinent au regard de l'évolution réelle du cours.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-136, 1° du Code de commerce, les co-Commissaires aux Comptes de la Société ont rédigé un rapport sur les conditions de détermination des modalités de fixation du prix d'émission dont il vous sera donné lecture.

Augmentation du capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription en rémunération d'apports en nature portant sur des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital - Autorisation au directoire à cet effet

Nous vous proposons, conformément notamment aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-1, L. 225-135 et L. 225-147, alinéa 6 du Code de commerce :

- + d'autoriser le directoire à procéder, sur ses seules délibérations et sur rapport du ou des Commissaires aux apports, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'émission :
 - o d'actions de la Société, et/ou
 - o de valeurs mobilières qui sont des titres de capital de la Société donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société existants ou à émettre, et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société, et/ou
 - o de toutes valeurs mobilières, composées ou non, donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre par la Société, ces valeurs mobilières pouvant le cas échéant également donner accès à des titres de capital existant et/ou donner lieu à l'attribution de titres de créances,en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital d'autres sociétés, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;
- + de décider, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs des titres de capital ou valeurs mobilières, objet des apports en nature, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou valeurs mobilières pouvant être émises en application de la vingt-sixième résolution et prendre acte qu'en cas d'émission par la Société de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, la vingt-sixième résolution emporte, au profit des porteurs de ces valeurs mobilières, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit immédiatement ou à terme ;
- + de décider que les valeurs mobilières susceptibles d'être ainsi émises pourront consister notamment en des valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance régies ou non par les articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, ou en des bons, ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires, et revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou non, et



pourront être libellées en euros, en devises étrangères, ou dans une unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;

- + de décider que le montant nominal total des augmentations du capital de la Société susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme, en vertu de la vingt-sixième résolution, ne pourra excéder dix pour cent (10%) du capital social de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital social ajusté le cas échéant en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la date de la présente Assemblée Générale, étant précisé qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre afin de préserver (conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement) les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ;
- + de décider que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société, susceptibles d'être ainsi émises ne pourra excéder, et s'imputera sur le montant du plafond nominal global d'émissions de valeurs mobilières représentatives de créance fixé à la vingt-et-unième résolution soumise à la présente Assemblée Générale ;
- + de fixer à vingt-six (26) mois, à compter du jour de la présente Assemblée Générale, la durée de validité de l'autorisation faisant l'objet de la vingt-sixième résolution présentement soumise à votre approbation ;
- + de conférer tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre l'autorisation faisant l'objet de la vingt-sixième résolution présentement soumise à votre approbation, à l'effet notamment :
 - o d'arrêter la liste des valeurs mobilières apportées à l'échange et fixer les conditions de l'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
 - o de constater la réalisation des apports, imputer tous frais, charges et droits sur les primes ;
 - o de constater l'augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ; et
 - o d'une manière générale, de passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la délégation faisant l'objet de la vingt-sixième résolution présentement soumise à votre approbation, ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.
- + de prendre acte du fait que le directoire rendra compte à l'Assemblée Générale Ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la vingt-sixième résolution présentement soumise à votre approbation.

Plafond maximum global des augmentations de capital

Sous réserve de l'adoption par votre Assemblée des résolutions vingt-et-un à vingt-six précédemment décrites, nous vous proposons de :

- + décider que le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu des résolutions vingt-et-un à vingt-six soumises à votre approbation, ne pourra excéder quatre millions cinq cent mille euros (4 500 000 €), étant précisé qu'à ce plafond s'ajoutera le montant nominal des actions ordinaires à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément aux dispositions



législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de la Société ;

- + prend acte de ce que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2, alinéa 2 du Code de commerce, l'autorisation donnée au directoire en vertu des résolutions vingt-et-un à vingt-six, et de la vingt-septième résolution soumise à votre approbation, remplace et prive d'effet, uniquement pour l'avenir et pour sa partie non encore utilisée, la délégation ayant le même objet accordée en vertu des résolutions dix à seize de l'Assemblée Générale Mixte de la Société en date du 25 juin 2015.

Emission d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires ; Suppression du droit préférentiel de souscription ; Attribution gratuite d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires au profit de salariés et/ou de mandataires sociaux de la Société et de ses filiales ; Délégation de compétence au directoire

Emission d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription

Nous vous proposons, au titre de la vingt-huitième résolution soumise à votre approbation :

- + de décider, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, de déléguer au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour une durée maximum de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée Générale, sa compétence pour décider une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission d'ADP Convertibles (tel que ce terme est défini dans les statuts de la Société) ;
- + de décider que le nombre maximum d'ADP Convertibles pouvant être ainsi émises s'élève à deux mille (2 000) ADP Convertibles et que le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être créées en cas de conversion des ADP Convertibles s'élève à deux cent mille (200 000) actions ordinaires, soit une augmentation de capital maximum de trente mille euros (30 000 €), étant précisé que ces plafonds sont fixés sans tenir compte des ajustements légaux, réglementaires ou contractuels nécessaires à la sauvegarde des droits des bénéficiaires d'ADP Convertibles ;
- + de décider que le directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre s'il le décide, la délégation de compétence visée à la vingt-huitième résolution en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera et procéder à la modification corrélative des statuts ;
- + de fixer le prix d'émission de chaque ADP Convertible émise sur la base de la vingt-huitième résolution à cent soixante-et-un euros (161 €) par action de préférence, dont quinze centimes d'euro (0,15 €) de nominal et cent soixante euros et quatre-vingt-cinq centimes (160,85 €) de prime d'émission ;
- + de donner pouvoir au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à sa seule initiative, pour mettre en œuvre la délégation, et notamment :
 - o imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes d'émission et de prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au 1/10e du nouveau capital après chaque augmentation ;
 - o fixer le mode de libération, y compris par compensation de créance, des ADP Convertibles à émettre ;



- apporter aux statuts toutes modifications en ce qui concerne le montant du capital social et le nombre des actions le composant ;
 - et, d'une façon générale, décider et effectuer toutes formalités, fixer toutes les conditions utiles pour aboutir à la réalisation et à la bonne fin des émissions susceptibles d'être réalisées en vertu de la vingt-huitième résolution présentement soumise à votre approbation.
- + de prendre acte que la délégation de compétence prévue par la vingt-huitième résolution soumise à votre approbation, emporte de plein droit, au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, susceptibles d'être émises en vertu de ladite délégation, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit.

Le prix de 161 € est équivalent au prix spécifié en 2015 dans la résolution n°18 approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 juin 2015. Ce prix avait été fixé sur les bases suivantes :

- Cours moyen pondéré par les volumes de l'action ordinaire Valneva dans les 20 jours de Bourse précédant le dépôt BALO des projets de résolution (13 mai 2015) : 4,04 € (arrondi à 4,00 €) ;
- Taux de conversion maximum envisagé : 1 ADP Convertible pour 100 actions ordinaires ;
- Le prix de 161 € est équivalent au coût pour la Société, en normes IFRS, d'une ADP Convertible qui serait attribuée gratuitement, si le cours moyen pondéré par les volumes de l'action ordinaire Valneva dans les 20 jours de Bourse précédant l'attribution était de 4,00 €.

Le même prix de 161 € a été conservé pour le projet de résolution n°28, malgré l'évolution du cours de l'action ordinaire, de façon à ce que l'investissement personnel requis de la part des futurs participants à un programme d'ADP Convertibles gratuites soit le même que celui des bénéficiaires de 2015, et ce sans modifier le ratio entre ADP Convertibles payantes et ADP Convertibles gratuites (1 pour 25).

L'émission de nouvelles ADP Convertibles sera sans incidence sur les porteurs actuels de ces titres, à l'exclusion d'une très faible dilution, puisque la conversion des nouvelles ADP Convertibles, le cas échéant, donnera lieu à la création d'actions ordinaires.

Dans l'hypothèse où le directoire viendrait à mettre en œuvre la délégation de compétence prévue par la vingt-huitième résolution présentement soumise à votre approbation, un rapport spécial des Commissaires aux Comptes serait établi, conformément à l'article L. 225-135 du Code de commerce et aux dispositions réglementaires.

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée Générale Mixte de la vingt-huitième résolution, nous vous proposons, au titre de la vingt-neuvième résolution soumise à votre approbation :

- + conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à la souscription des ADP Convertibles, au profit de catégories de personnes répondant aux caractéristiques suivantes :
 - membres du directoire ou du Comité Exécutif de la Société ;
- + de déléguer au directoire pendant une durée de dix-huit mois (18 mois) à compter de la présente Assemblée Générale, le soin de fixer, en une ou plusieurs fois, la liste des bénéficiaires au sein de la catégorie définie ci-dessus et le nombre d'ADP Convertibles à attribuer à chacune desdites personnes.

Dans l'hypothèse où le directoire viendrait à mettre en œuvre la délégation de compétence prévue par les vingt-huitième et vingt-neuvième résolutions présentement soumises à votre approbation, le



directoire rendra compte à la prochaine assemblée générale ordinaire de la Société des conditions définitives de réalisation de l'émission des ADP Convertibles dans un rapport complémentaire qui devra être certifié par les Commissaires aux Comptes.

Attribution gratuite d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires au profit de salariés et/ou de mandataires sociaux de la Société et de ses filiales

Nous vous proposons, au titre de la trentième résolution présentement soumise à votre approbation :

- + d'autoriser le directoire, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment celles des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, à procéder, en une ou plusieurs fois, et aux conditions qu'il déterminera, dans les limites fixées dans l'autorisation faisant l'objet de la trentième résolution présentement soumise à votre approbation, à des attributions gratuites d'ADP Convertibles, au profit des salariés de la Société et/ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, et/ou des mandataires sociaux de la Société (au sens de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce) ;
- + de décider que le nombre total des ADP Convertibles attribuées gratuitement au titre de la trentième résolution présentement soumise à votre approbation ne pourra représenter plus de deux pour cent (2%) du capital de la Société à la date de la décision de leur attribution par le directoire, et que le nombre d'actions ordinaires pouvant être créées en cas de conversion de ces ADP Convertibles ne pourra excéder un million quatre cent mille (1 400 000), soit une augmentation de capital maximum de deux cent dix mille euros (210 000 €), étant précisé que ces plafonds sont fixés sans tenir compte des ajustements légaux, réglementaires ou contractuels nécessaires à la sauvegarde des droits des bénéficiaires d'ADP Convertibles ;
- + de décider que :
 - l'attribution des ADP Convertibles à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le directoire, étant entendu que la durée de la période d'acquisition ne pourra être inférieure à un (1) an ; et
 - les bénéficiaires devront conserver lesdites ADP Convertibles pendant une durée fixée par le directoire, étant précisé que le délai de conservation ne pourra être inférieur à un (1) an à compter de l'attribution définitive desdites actions. Toutefois, dans la mesure où la période d'acquisition serait au minimum de deux (2) ans, l'Assemblée autorise le directoire à n'imposer aucune période de conservation pour les ADP Convertibles considérées. ;
- + de prendre acte, en tant que de besoin, que l'autorisation faisant l'objet de la trentième résolution soumise à votre approbation emporte, au profit des bénéficiaires des attributions d'ADP Convertibles, renonciation des actionnaires à tout droit sur les ADP Convertibles attribuées gratuitement sur le fondement de cette autorisation ;
- + d'autoriser le directoire, en cas d'attribution gratuite d'ADP Convertibles à émettre, à réaliser une ou plusieurs augmentation(s) de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission ou autres sommes dont la capitalisation serait admise au profit des bénéficiaires desdites actions, l'autorisation faisant l'objet de la trentième résolution présentement soumise à votre approbation emportant, de plein droit, renonciation corrélative des actionnaires au profit des attributaires à leur droit préférentiel de souscription auxdites ADP Convertibles et à la partie des réserves, bénéfices et primes ou des autres sommes dont la capitalisation serait admise ainsi incorporées, opération pour laquelle le directoire bénéficie d'une délégation de compétence conformément aux articles L. 225-129-2 et L. 225-197-1 du Code de commerce ;



- + de décider que les actions existantes pouvant être attribuées au titre de la trentième résolution soumise à votre approbation devront être acquises par la Société dans le cadre de l'article L. 225-208 du Code de commerce et/ou dans le cadre d'un programme de rachat d'actions mis en œuvre dans les conditions prévues par l'article L. 225-209 du Code de commerce ;
- + de donner tous pouvoirs au directoire, dans les limites fixées ci-dessus, à l'effet notamment de :
 - fixer les conditions d'attribution et les critères de conversion des ADP Convertibles ;
 - déterminer l'identité des bénéficiaires, le nombre d'ADP Convertibles attribuées à chacun d'eux, les modalités d'attribution desdites ADP Convertibles, et en particulier les périodes d'acquisition et les périodes de conservation des ADP Convertibles ainsi gratuitement attribuées, dans un règlement de plan d'attribution gratuite d'ADP Convertibles ;
 - fixer, dans les conditions et limites prévues par les dispositions législatives, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions gratuites d'ADP Convertibles ;
 - s'il le juge opportun, fixer des critères d'attribution définitive des ADP Convertibles, notamment des conditions de présence et/ou de performance ;
 - statuer, s'agissant des mandataires sociaux, conformément au dernier alinéa du II de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce ;
 - prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution ;
 - déterminer les incidences sur les droits des bénéficiaires, des opérations modifiant le capital ou susceptibles d'affecter la valeur des ADP Convertibles attribuées et réalisées pendant les périodes d'acquisition et de conservation ;
 - procéder, le cas échéant, aux ajustements du nombre d'ADP Convertibles attribuées gratuitement nécessaires à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires, en fonction des éventuelles opérations portant sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal des actions ordinaires, d'augmentation de capital par incorporation de réserves réalisée par voie d'augmentation du nombre d'actions ordinaires, d'incorporation au capital de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise par majoration de la valeur nominale des actions ordinaires, d'attribution gratuite d'actions ordinaires à tous les actionnaires, d'émission de nouveaux titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves, de primes d'émission ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, de modification de la répartition des bénéfices, de réduction de capital motivée par des pertes par réduction du nombre d'actions ordinaires ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres (y compris par voie d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle). Il est précisé que les ADP Convertibles attribuées en application de ces ajustements seront réputées attribuées le même jour que les ADP Convertibles initialement attribuées ;
 - constater les dates d'attribution définitive ;
 - déterminer si les actions ordinaires résultant de la conversion des ADP Convertibles sont des actions existantes ou à émettre et, en cas d'émission d'actions ordinaires nouvelles, imputer, le cas échéant, sur les réserves,



bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, les sommes nécessaires à la libération desdites actions ordinaires, constater la réalisation de la ou des augmentations de capital réalisées en application de la trentième résolution présentement soumise à votre approbation, modifier corrélativement les statuts et, d'une manière générale, accomplir tous actes et formalités nécessaires ;

- le cas échéant, constater l'existence de réserves suffisantes et procéder, lors de chaque attribution, au virement à un compte de réserve indisponible des sommes nécessaires à la libération des ADP Convertibles à attribuer ;
- le cas échéant, décider le moment venu, la ou les augmentations de capital, par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, corrélatif(s) à l'émission des ADP Convertibles nouvelles définitivement attribuées gratuitement ;
- le cas échéant, procéder aux acquisitions d'actions ordinaires dans le cadre de l'article L. 225-208 du Code de commerce et/ou dans le cadre d'un programme de rachat d'actions mis en œuvre dans les conditions prévues par l'article L. 225-209 du Code de commerce ;
- le cas échéant, prendre toutes mesures utiles pour assurer le respect de l'obligation de conservation exigée des bénéficiaires ;
- le cas échéant, faire, dans le cadre de la législation en vigueur, tout ce que la mise en œuvre de l'autorisation faisant l'objet de la trentième résolution présentement soumise à votre approbation rendra nécessaire.

Les ADP Convertibles attribuées gratuitement, visées par le projet de la trentième résolution soumise à votre approbation, seraient attribuées en une seule fois à chaque participant au programme (membre du directoire ou du Comité Exécutif), en vue d'une conversion au moins deux (2) ans après l'attribution initiale, si les conditions de conversion déterminées par le directoire, sur autorisation du conseil de surveillance, sont atteintes.

Le ratio maximum de conversion a été déterminé en prenant en compte le nombre maximum d'actions ordinaires nouvelles potentiellement émises suite à la conversion d'ADP Convertibles attribuées gratuitement (soit 1 400 000 actions ordinaires) et en laissant suffisamment de flexibilité pour déterminer les ratios de conversion intermédiaires.

Le directoire pourra, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, subdéléguer les pouvoirs qui lui sont conférés au titre de la trentième résolution présentement soumise à votre approbation, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Le directoire informera chaque année l'Assemblée Générale des attributions réalisées dans le cadre de la trentième résolution présentement soumise à votre approbation, conformément à l'article L. 225-197-4 du Code de commerce.

L'autorisation prévue à la trentième résolution présentement soumise à votre approbation serait valable pour une période de trente-huit (38) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

L'ensemble des caractéristiques et stipulations particulières applicables aux ADP Convertibles se trouve décrit au sein des articles 10.3 et 13.4 des statuts de la Société, reproduits en Annexe 1 du présent Rapport.



Emission d'options de souscription d'actions ; délégation de compétence au directoire à cet effet

Nous vous proposons de consentir, au bénéfice de salariés et dirigeants de la Société et de ses filiales, des options donnant droit à la souscription d'actions de catégorie ordinaire nouvelles de la Société.

Le nombre total d'options pouvant être consenties en vertu de cette autorisation ne pourrait donner droit à souscrire un nombre total d'actions représentant plus de quatre pour cent (4%) du capital de la Société à la date d'attribution des options, hors ajustements effectués conformément aux dispositions légales et réglementaires pour préserver les droits des bénéficiaires.

Le délai pendant lequel l'autorisation serait donnée au directoire serait de trente-huit (38) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

Le directoire arrêterait le plan d'options de souscription d'actions contenant notamment les conditions dans lesquelles seraient consenties les options, ces conditions pouvant comporter ou non des clauses d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des titres, le prix de souscription des actions et les critères permettant de bénéficier du plan.

Le prix de souscription des actions serait égal à cent pour cent (100%) de la moyenne des cours de clôture d'Euronext Paris pendant les vingt (20) séances de bourse précédant le jour de l'attribution par le directoire.

Protection des intérêts des bénéficiaires des options

Si la Société procédait à une opération financière portant sur les capitaux propres de la Société, le directoire procéderait, en tant que de besoin, aux ajustements du prix, du nombre d'actions sous options ou du nombre d'options consenties à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires, en conformité avec les dispositions légales applicables.

Le directoire désignerait les bénéficiaires du plan, arrêterait le montant des souscriptions consécutives aux levées d'options, fixerait la date à partir de laquelle les options pourraient être levées et les délais maximums de levée d'option.

La présente autorisation comporterait au profit des bénéficiaires des options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seraient émises au fur et à mesure des levées d'options.

L'Assemblée Générale Extraordinaire conférerait au directoire tous les pouvoirs nécessaires pour mettre en œuvre la présente émission et notamment pour établir le règlement du plan d'options de souscription d'actions correspondant.

Cette résolution, si elle était adoptée, priverait d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, notamment celle accordée le 26 juin 2014.

Emission de bons de souscription d'actions autonomes et suppression du droit préférentiel de souscription

Nous soumettons à votre approbation, sous réserve de l'adoption de la trente-troisième résolution relative à la suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes déterminée (personnes physiques non-salariées qui sont membres du conseil de surveillance de la Société), l'émission, à titre onéreux, de cent vingt-cinq mille (125 000) bons de souscriptions d'actions autonomes (dits « **BSA 27** »), l'Assemblée déléguant au directoire la fixation précise des bénéficiaires au sein de cette catégorie ainsi que le nombre de titres à leur attribuer.

Elle constituerait un instrument d'intéressement à l'activité et aux performances de la Société.

Les caractéristiques des BSA 27 seraient les suivantes :



Forme

Les BSA 27 seraient créés exclusivement sous la forme nominative.

Durée

Chaque BSA 27 serait exerçable pendant une durée maximum de cinq (5) ans à compter de leur attribution. En conséquence, à l'expiration de leur période d'exercice et sous réserve des dispositions ci-dessous, les BSA 27 non exercés deviendraient immédiatement caducs.

Cession

Chaque BSA 27 serait librement cessible.

Prix d'émission

Chaque BSA 27 serait émis à un prix égal à dix pour cent (10%) de la moyenne pondérée par les volumes des cours de bourse de l'action ordinaire de la Société sur une période de vingt (20) jours de bourse précédant immédiatement la décision du directoire d'attribuer les BSA 27.

Prix d'exercice

Chaque BSA 27 permettrait de souscrire à une action nouvelle de la Société. Le prix de souscription de cette action serait égal à quatre-vingt-dix pour cent (90%) de la moyenne pondérée par les volumes des cours de bourse de l'action ordinaire de la Société sur une période de vingt (20) jours de bourse précédant immédiatement la décision du directoire d'attribuer les BSA 27.

La souscription serait libérable en totalité à la souscription, soit par versement en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles.

Notification d'exercice

Les demandes de souscription d'actions par exercice des BSA 27 devraient être reçues pendant le délai d'exercice de cinq (5) ans défini ci-dessus, au siège de la Société, le prix de souscription devant être versé simultanément au dépôt du bulletin de souscription.

Jouissance des actions issues de l'exercice des BSA 27

Les actions nouvelles émises au résultat de l'exercice de BSA 27 seraient soumises à toutes les dispositions statutaires, assimilées aux actions anciennes et porteraient jouissance à compter de leur date d'émission avec, s'agissant du coupon de l'exercice en cours, droit aux dividendes à compter du premier jour dudit exercice.

Interdictions légales et maintien des droits des titulaires des BSA 27

Si la Société procédait à (i) une émission, sous quelque forme que ce soit, de nouveaux titres de capital avec droit préférentiel de souscription réservé à ses actionnaires ou par incorporation de réserves, bénéfices ou prime d'émission, (ii) une distribution de réserves ou de prime d'émission, (iii) une modification de la répartition de ses bénéfices par création d'actions de préférence, ou (iv) si la Société faisait l'objet d'une fusion ou d'une absorption, les droits des titulaires des BSA 27 devraient être réservés dans les conditions prévues par les articles L. 228-99 à L. 228-102 du Code de commerce.

Par ailleurs, l'accord des titulaires de BSA 27 devrait être obtenu dans le cadre et pour les opérations prévues par les textes en vigueur, selon les modalités prévues par lesdits textes.

Sauf autorisation de la masse des titulaires de BSA 27 conformément aux dispositions de l'article L. 228-98 du Code de commerce, la Société s'interdirait, à compter de l'émission effective desdits BSA 27, et plus généralement, de toute valeur mobilière donnant droit à des titres de capital, de procéder (i) à l'amortissement de son capital social, (ii) à une modification des règles de répartition de ses bénéfices et (iii) à une modification de sa forme ou de son objet.



En cas de réduction du capital de la Société motivée par des pertes, par diminution, soit du montant nominal des actions, soit du nombre de celles-ci, les droits des titulaires des BSA 27 seraient réduits en conséquence, comme s'ils les avaient exercés avant la date à laquelle la réduction de capital est devenue définitive, conformément à l'article L. 228-98 du Code de commerce.

Si vous acceptez cette proposition, nous vous demanderons de conférer tous pouvoirs au directoire pour mettre en œuvre la présente décision, à l'effet notamment:

- + de fixer les modalités définitives de l'émission et de la souscription des BSA 27 conformément aux critères fixés dans la trente-deuxième résolution présentement soumise à votre approbation, et notamment déterminer les périodes d'exercice des BSA 27 ;
- + de fixer la liste des bénéficiaires et le nombre de BSA 27 à attribuer à chacun d'entre eux ;
- + d'augmenter le capital d'un montant maximum de dix-huit mille sept cent cinquante euros (18 750 €), par émission d'au plus cent vingt-cinq mille (125 000) actions nouvelles de quinze centimes d'euros (0,15 €) de valeur nominale chacune, moyennant un prix de souscription tel que défini ci-dessus, du fait de l'exercice de tout ou partie des BSA 27 émis ;
- + de prendre toutes mesures nécessaires pour la bonne réalisation de l'émission des BSA 27 ;
- + de recueillir les souscriptions des actions résultant de l'exercice des BSA 27 et les versements du prix de souscription ;
- + de constater le nombre et le montant des actions émises par suite de l'exercice des BSA 27 ;
- + de prendre toutes mesures nécessaires, y compris par l'émission d'actions nouvelles complémentaires, pour, conformément à la loi, préserver les droits des titulaires des BSA 27 ;
- + de procéder, conformément à la loi, aux formalités consécutives aux augmentations de capital correspondantes et apporter aux statuts les modifications corrélatives ; et
- + de prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission de BSA 27 ou à la création des actions à émettre sur exercice des BSA 27, et plus généralement, faire le nécessaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Le délai pendant lequel le directoire pourrait faire usage de la délégation pour émettre les BSA 27 serait fixé à dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée Générale. Le directoire pourrait utiliser cette autorisation en une ou plusieurs fois.

Conformément à l'article L. 225-132 du Code de commerce, l'adoption de cette décision par l'Assemblée emporterait de plein droit, au profit des titulaires des BSA 27, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions susceptibles d'être souscrites sur exercice des BSA 27.

Dans l'hypothèse où le directoire viendrait à mettre en œuvre la délégation accordée en vertu de la trente-deuxième résolution présentement soumise à votre approbation, il émettrait à ce titre un rapport complémentaire faisant notamment état de l'incidence de l'émission proposée de BSA 27 sur la situation des titulaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, conformément à l'article L. 225-138, II et à l'article R. 225-116 du Code de commerce.

Augmentation de capital réservée aux salariés - Délégation de compétence au directoire ;

Nous vous rappelons que l'article L. 225-129-6 du Code de commerce impose que l'Assemblée Générale Extraordinaire décidant toute augmentation de capital se prononce sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du Travail.



Nous allons vous donner lecture des dispositions légales y afférentes, et notamment celles relatives au prix de souscription des actions.

Afin de se conformer à cette exigence légale, et dès lors que les décisions proposées ci-dessus auront été prises par votre Assemblée Générale Extraordinaire, nous vous présentons un projet de résolution à l'effet :

- + d'autoriser le directoire à procéder, dans un délai maximum de vingt-six (26) mois à compter de la réunion de la présente Assemblée Générale, à une augmentation de capital d'un montant nominal global maximum de cent mille euros (100 000 €) en une ou plusieurs fois, par émissions d'actions de numéraire réservées aux salariés adhérents au plan d'épargne entreprise à instituer par la Société, et réalisés conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail ;
- + de décider de supprimer, au profit des salariés de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liées dans les conditions visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux dites actions nouvelles à émettre ;
- + de décider que le prix d'émission des actions sera fixé par le directoire, conformément aux dispositions de l'article L. 3332-19 du Code du travail ;
- + de conférer tous pouvoirs au directoire représenté par son Président et, le cas échéant, par le ou les Directeurs Généraux de la Société, pour mettre en œuvre la délégation faisant l'objet de la trente-quatrième résolution présentement soumise à votre approbation, et la réalisation de l'augmentation de capital, et à cet effet, fixer la liste des bénéficiaires et le nombre d'actions à attribuer à chaque salarié, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et leur date de jouissance, fixer, dans les limites légales, les conditions de l'émission des actions nouvelles ainsi que les délais accordés aux salariés pour l'exercice de leurs droits et les délais et modalités de libération des actions nouvelles, constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence des actions souscrites, et procéder aux modifications corrélatives des statuts ainsi qu'à toutes les opérations et formalités rendues nécessaires par la réalisation de l'augmentation de capital.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-138, II du Code de commerce, les Commissaires aux Comptes de la Société ont rédigé un Rapport sur les conditions de fixation du prix d'émission dont il vous sera donné lecture.

Nous vous précisons toutefois que ce projet d'augmentation de capital ne vous est présenté qu'afin de satisfaire aux dispositions légales et qu'une telle augmentation n'entre pas dans les perspectives de la Société. Nous vous invitons, en conséquence, à vous prononcer pour le rejet de la trente-quatrième résolution tendant à réaliser cette augmentation de capital.

Conformément à l'article R. 225-113 du Code de commerce, la marche des affaires sociales depuis de début de l'exercice en cours vous est exposée en Section 4 du Rapport de gestion de la Société qui a été mis à votre disposition conformément à la réglementation en vigueur.

Nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions complémentaires ou explications que vous jugerez utiles.

Le 2 juin 2016,

LE DIRECTOIRE

Annexe 1 - Caractéristiques et stipulations particulières applicables aux ADP Convertibles**Articles 10.3 et 13.4 extraits des statuts de la Société****Article 10.3 – Forme des actions de préférence convertibles en Actions Ordinaires (les ADP Convertibles)**

1. Les ADP Convertibles sont nominatives.
2. Les stipulations de l'article 10.1 « Forme des Actions Ordinaires » § 2. s'appliquent également aux ADP Convertibles, sous réserve des caractéristiques de ces dernières.

Article 13.4 – Stipulations particulières applicables aux ADP Convertibles

- *Droits attachés aux ADP Convertibles*

Les ADP Convertibles ne donneront pas de droit à la distribution de dividendes.

L'ADP Convertible est privée du droit de vote dans les Assemblées Générales. Elle donne le droit, dans les conditions fixées par la loi et l'article 32 des présents statuts, de participer et de voter aux assemblées spéciales des titulaires d'ADP Convertibles.

Les ADP Convertibles sont privées de droits préférentiels de souscription pour toute augmentation de capital ou toute opération avec droit préférentiel de souscription sur les Actions Ordinaires et ne bénéficieront pas des augmentations de capital par attribution gratuite d'actions nouvelles ou par majoration du montant nominal des actions ordinaires existantes réalisées par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, ni des attributions gratuites de valeurs mobilières donnant accès à des actions réalisées au profit des titulaires d'actions ordinaires.

Les ADP Convertibles sont incessibles.

- *Droit à conversion des ADP Convertibles en Actions Ordinaires sous condition*

- (i) *Condition de conversion des Actions de Préférence en Actions Ordinaires*

Les ADP Convertibles pourront être converties en Actions Ordinaires au terme d'un délai de 4 ans à compter de leur émission ou de leur attribution (la **Date de Conversion**), suivant un ratio de conversion déterminé dans les conditions décrites ci-dessous (la **Condition des ADP Convertibles**) :

le nombre d'Actions Ordinaires pouvant résulter de la conversion sera calculé selon un ratio de conversion déterminé par le Directoire en fonction de la moyenne pondérée des volumes des cours de l'action de la Société sur une période à définir par le Directoire (le **Cours de Bourse Pondéré**) à la Date de Conversion (le **Ratio de Conversion**). Etant précisé que le Directoire déterminera à cet effet au jour de l'émission ou de l'attribution des ADP Convertibles :

- le Cours de Bourse Pondéré à partir duquel les ADP Convertibles pourront donner droit à conversion (le Cours de Bourse Plancher), qui ne pourra, en tout état de cause, être inférieur à 4 euros ;

20

- le cours de bourse cible à la Date de Conversion au-delà duquel le nombre d'Actions Ordinaires issu de la conversion n'augmentera plus (le Cours de Bourse Plafond).

Les ADP Convertibles ne peuvent représenter plus de 6 % du capital social.

(ii) Modalités de conversion des ADP Convertibles en Actions Ordinaires

Sous réserve de l'atteinte de la Condition des ADP Convertibles, les ADP Convertibles seront, à la Date de Conversion, converties par la Société en Actions Ordinaires à la demande du porteur à compter de la Date de Conversion et jusqu'à une date butoir déterminée par le Directoire au terme de laquelle les ADP Convertibles seront converties automatiquement si le porteur n'a pas initié la conversion pendant cette période.

La conversion des ADP Convertibles en Actions Ordinaires ne requerra aucun versement de la part des titulaires d'ADP Convertible.

La valeur nominale de chacune des Actions Ordinaires sera libérée par prélèvement sur le compte de réserve indisponible spécialement créé à cet effet dans les capitaux propres de la Société.

La conversion des ADP Convertibles en Actions Ordinaires emportera de facto renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription résultant des actions ordinaires nouvelles qui seraient, le cas échéant, émises lors de cette conversion.

Les Actions Ordinaires issues de la conversion des ADP Convertibles seront définitivement assimilées aux actions ordinaires existantes de la société à leur date de conversion.

Lorsque le nombre total d'Actions Ordinaires devant être reçues par un titulaire d'ADP Convertibles en appliquant le Ratio de Conversion au nombre d'ADP Convertibles qu'il détient n'est pas un nombre entier, ledit titulaire recevra le nombre d'Actions Ordinaires immédiatement inférieur.

Le Directoire devra prendre acte, s'il y a lieu, du nombre d'Actions Ordinaires issues de la conversion d'ADP Convertibles et apportera les modifications nécessaires aux statuts, notamment en ce qui concerne la répartition des Actions par catégorie et constatera l'augmentation de capital conformément aux dispositions légales.



Lors de la conversion des ADP Convertibles, tout titulaire d'ADP Convertibles pourra obtenir un nombre d'Actions Ordinaires calculé par

21

rapport au nombre d'ADP Convertibles qu'il détient sur la base du Ratio de Conversion des ADP Convertibles.

Lorsque le nombre d'Actions Ordinaires ainsi calculé ne sera pas un nombre entier, la fraction d'Action Ordinaire formant rompu lui sera versée en espèces. Dans un tel cas, le titulaire d'ADP Convertibles recevra une somme égale au produit (i) de la fraction d'Action Ordinaire formant rompu, par (ii) un montant égal au premier cours coté de l'Action Ordinaire lors de la séance de bourse du jour qui précède celui de la conversion de plein droit des Actions de Préférence en Actions Ordinaires.

Cette somme sera prélevée sur le compte de réserve indisponible spécialement créé à cet effet dans les capitaux propres de la Société, et, le cas échéant, sur toutes réserves disponibles.

(iii) Protection des droits individuels des titulaires d'ADP Convertibles

Les stipulations de l'article 13.3 « Stipulations particulières aux Actions de Préférence », § 3 « Droit à conversion des Actions de Préférence en Actions Ordinaires sous condition », sous-paragraphe (iii) « Protection des droits individuels des titulaires d'Actions de Préférence » ci-dessus, s'appliquent également aux ADP Convertibles, sous réserve des caractéristiques de ces dernières.

(iv) Rachat des ADP Convertibles

En cas de cessation de ses fonctions au sein de la Société ou de ses filiales par un titulaire d'ADP Convertibles pour l'une des raisons suivantes :

- un licenciement pour faute grave ou lourde ou révocation ou non renouvellement de ses fonctions de mandataire social ou de salarié de la Société ou de l'une de ses filiales dans des circonstances similaires ;
- un départ volontaire à la retraite, avant l'âge légal correspondant au taux plein, n'ayant pas été préalablement approuvé par écrit par la Société ;
- une démission n'ayant pas été préalablement approuvée par écrit par la Société,

la Société procédera au rachat des ADP Convertibles du titulaire concerné en vue de leur annulation.



Les ADP Convertibles seront rachetées à leur valeur nominale unitaire.

22

La Société informera le titulaire d'ADP Convertible concernée de la mise en œuvre du rachat par tous moyens avant la date effective du rachat.

Toutes les ADP Convertibles ainsi rachetées seront définitivement annulées à leur date de rachat et le capital de la société sera corrélativement réduit, les créanciers disposant d'un droit d'opposition.

Le Directoire devra prendre acte, s'il y a lieu, du nombre d'ADP Convertibles racheté et annulé par la société et apportera les modifications nécessaires aux articles des statuts relatifs au montant du capital social et au nombre de titres qui le composent.